

Non classifié

DCD/DAC/EV/M(2010)1

Organisation de Coopération et de Développement Économiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

04-Oct-2010

Français - Or. Anglais

**DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

Réseau du CAD sur l'évaluation du développement

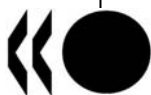
Compte rendu succinct de la dixième réunion du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement

10-11 février 2010

<p>Hans Lundgren, courriel : hans.lundgren@oecd.org ; tél. : +33(0)1 45 24 90 59 Nathalie Bienvenu, courriel : nathalie.bienvenu@oecd.org ; tél. : +33(0)1 45 24 90 36</p>
--

JT03289393

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format



**DCD/DAC/EV/M(2010)1
Non classifié**

Français - Or. Anglais

COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA DIXIÈME RÉUNION DU RÉSEAU DU CAD SUR L'ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT

I. Séance d'ouverture

a) Le Président souhaite la bienvenue aux membres et plus particulièrement à la Corée, nouveau venu au CAD. Les nouveaux participants sont invités à se présenter.

b) L'ordre du jour de la 10^{ème} réunion (DCD/DAC/EV/A(2010)1) est adopté, moyennant une modification destinée à répondre à la demande exprimée par la Délégation de l'UE de présenter sa communication sur les indicateurs plus tôt au cours de la seconde journée.

c) Le compte rendu succinct de la 9^{ème} réunion (DCD/DAC/EV/M(2009)1) est approuvé.

d) Le Secrétariat fait le point sur l'examen actuel par le CAD du Programme de travail et budget du CAD pour 2011-12. Le Secrétariat souligne que le Réseau se doit de contribuer efficacement à l'étude d'un large éventail de questions traitées actuellement par le Comité. L'apport du Réseau devrait se faire sentir au travers de sa collaboration avec d'autres organes subsidiaires du CAD, ainsi que dans les réalisations prévues dans le PTB 2011-12. Plusieurs membres font part de leurs préoccupations concernant les coupes budgétaires proposées : ils soulignent l'utilité pour l'action publique d'un certain nombre d'évaluations conjointes en cours d'exécution, ainsi que l'importance des travaux menés par le Réseau sur l'harmonisation des approches et des outils d'évaluation visant à renforcer la responsabilité et l'apprentissage. En même temps, de l'avis de certains, les coupes proposées imposent de procéder à un examen stratégique de l'avenir du Réseau (question abordée de façon plus approfondie au titre des « Autres questions » de l'ordre du jour). Le Facilitateur du CAD rend compte des résultats de l'exercice de réflexion et des travaux des équipes spéciales de suivi créées par le CAD. Les résultats, qui sont en cours de mise en œuvre, alimenteront l'examen en cours du PTB et du mandat du CAD.

Suite à donner :

- Les membres feront part de leurs observations relatives aux axes de travail proposés, tels que présentés dans le document de séance n°1, et aux propositions de travaux figurant dans le Programme de travail et budget 2011-12.
- Le Secrétariat tiendra les membres informés des faits nouveaux susceptibles d'intervenir au cours de l'examen du PTB du CAD qui se déroulera au printemps.
- Le Réseau entreprendra un examen stratégique à la lumière des résultats de l'exercice de réflexion du CAD, de l'examen en cours du futur mandat du CAD et du PTB.

II. État des lieux

Le Secrétariat présente l'essentiel des conclusions de l'étude récemment achevée sur les ressources des services centraux d'évaluation et les principaux éléments des systèmes d'évaluation des membres, menée selon les principes d'évaluation de base en s'inspirant d'études antérieures du Réseau.

Les membres accueillent favorablement le projet de rapport et se félicitent de sa qualité, soulignant que les conclusions seront utiles pour établir des références et étayer les examens au sein de leurs organismes nationaux et de leurs gouvernements. Selon les membres, ce rapport non seulement présente un panorama de l'état de l'art en matière d'évaluation du développement, mais il fournit des indications d'amélioration dans de nombreux domaines, notamment en ce qui concerne l'implication des partenaires dans les évaluations conjointes. Au cours de l'échange de vues, la question de l'utilisation et du suivi des évaluations apparaît comme l'une des préoccupations prioritaires, signalée comme devant figurer parmi les travaux à mener au sein du Réseau. Des membres expriment le souhait de collaborer plus particulièrement sur l'amélioration de la communication des résultats d'évaluation et sur la mise en commun des meilleures pratiques en termes d'outils de communication innovants, de réponse de la part des responsables, et de systèmes de suivi. Des participants soulignent qu'il importe de trouver un juste milieu entre la production de rapports et la gestion des connaissances. Il convient aussi d'explicitier davantage les liens entre l'utilisation et les questions de pertinence et de qualité.

La question des capacités des systèmes d'évaluation des pays partenaires et de leur utilisation est également désignée comme un thème important qui mérite d'être approfondi et de faire l'objet de travaux conjoints. Les participants sont partisans de progresser plus résolument et de manière plus stratégique dans la mise en œuvre de l'engagement d'impliquer les pays partenaires et les nouveaux acteurs. Plusieurs membres soulignent les liens existant entre les conclusions du projet de rapport et d'autres activités du Réseau dans les domaines de l'évaluation conjointe et du renforcement des capacités. L'éventuel approfondissement du thème des compétences du personnel et des consultants suscite également de l'intérêt parmi les participants.

Il est suggéré que la section du rapport relative aux conclusions comporte des recommandations sur les moyens d'avancer. Il est souligné que l'enquête repose sur l'auto-déclaration, ce qui peut influencer sur les données (même si, en matière de collecte des données, une autre approche n'est pas envisageable compte tenu du budget et du calendrier prévus pour l'étude). Il est convenu qu'il convient de vérifier l'exactitude et la comparabilité des données avant une diffusion plus large du rapport.

Suite à donner :

- Les membres sont invités à transmettre au Secrétariat leurs commentaires par écrit avant le 12 mars.
- Le Secrétariat finalisera les profils et les rapports en vue de leur publication et de leur diffusion.
- Des recommandations relatives aux prochaines étapes et des résumés succincts des messages clés seront élaborés par le Secrétariat.

III. Planification et coordination des évaluations

a) La France présente l'exercice de suivi permettant de suivre les progrès accomplis concernant les engagements en matière d'évaluation conjointe et l'implication des pays partenaires. Des données de référence relatives aux indicateurs choisis sont aussi fournies, assorties de questions à examiner. Ces données de référence mettent en évidence les domaines dans lesquels des progrès sont bienvenus,

notamment l'implication précoce et systématique des acteurs des pays partenaires dans les processus d'évaluation. Certains participants s'inquiètent de l'utilisation de données d'auto-déclaration pour établir le niveau de référence, ainsi que des difficultés de comparaison entre les membres recourant à des systèmes d'évaluation centralisés et décentralisés. Il est convenu que la matrice doit être considérée comme un outil de travail évolutif et, pour l'instant, n'être utilisée qu'en interne par le Réseau. S'agissant de l'implication des pays partenaires, les membres soulignent la valeur d'une approche fondée sur l'apprentissage par la pratique et la nécessité pour les membres d'être « plus courageux dès les premiers stades », d'être prêts à prendre des risques, et de ne pas « gérer » les partenaires mais de les appuyer de façon à susciter une véritable appropriation des processus d'évaluation. Les membres réaffirment certains avantages des approches conjointes de l'évaluation, notamment celui d'éviter de donner lieu à des « avalanches d'évaluation » dans les pays partenaires.

Suite à donner :

- La France continuera de piloter l'affinement de la matrice en vue de finaliser les données de référence pour le suivi des évaluations conjointes. L'exercice de suivi sera réitéré dans 18 mois.
- Les données de référence et les résultats du suivi qui en découlent seront postés sur la plateforme d'évaluation par le Secrétariat.

b) Le Secrétariat présente l'inventaire des évaluations prévues par les membres et les progrès accomplis depuis la réunion précédente. Cet inventaire peut servir à définir des domaines de collaboration possible entre les membres et il met en évidence l'évolution générale des thèmes d'évaluation. Le Secrétariat attire l'attention sur les domaines dans lesquels de nouvelles collaborations entre les membres semblent possibles. Il ressort de l'échange de vues que les membres souhaitent maintenir l'inventaire à jour et qu'ils estimeraient utile d'inclure dans l'inventaire davantage d'informations sur chacune des possibilités d'évaluations conjointes.

Suite à donner :

- Les membres qui n'ont pas encore communiqué leurs plans d'évaluation et leurs idées nouvelles doivent les faire parvenir au Secrétariat en format tableur.
- Les membres indiqueront les coordonnées des personnes pilotes pour chaque évaluation conjointe éventuelle lors de la présentation de leurs plans (les coordonnées des personnes chargées des plans figurant déjà dans l'inventaire seront adressées au Secrétariat qui les ajoutera).
- Le Secrétariat modifiera l'inventaire en vue d'améliorer la mise en commun des informations, de telle sorte que puissent être inclus les coordonnées des personnes à contacter et des renseignements supplémentaires sur les partenariats.

c) Le Secrétariat présente la plateforme d'évaluation en ligne, lancée en août 2009. Cette plateforme facilite l'échange d'informations et les synergies entre membres en dehors des réunions, en leur permettant de télécharger des documents, d'entamer une discussion et de formuler des commentaires. L'accès à cette plateforme est limité aux organismes membres du Réseau. Même si cette plateforme n'a pas encore donné lieu à beaucoup d'échanges, les membres l'accueillent favorablement et en soulignent le potentiel en tant qu'outil de travail concret pour les échanges et la coordination dans le domaine des évaluations en cours et à venir. Il est souligné que l'utilité de cette plateforme dépendra de la volonté des membres de participer activement aux discussions qui s'y dérouleront.

Suite à donner :

- Le Secrétariat rediffusera les codes d'accès de façon que les membres puissent se connecter et explorer les potentialités de la plateforme.
- Les membres encourageront leur personnel à utiliser cette plateforme.
- Le Secrétariat signalera sur la plateforme les possibilités d'évaluations conjointes.

d) Le Secrétariat fera le point sur le Centre de ressources sur l'évaluation du développement (DEReC), notamment sur les améliorations apportées à la classification sectorielle et à la fonction de recherche en vue d'améliorer l'accès aux rapports. Les membres accueillent favorablement les améliorations en cours et la « Page d'accueil » qui présente les rapports intéressant les thèmes stratégiques du moment. Le Secrétariat fait part des résultats d'un sondage récent qui indique que la quasi-totalité des membres utilisent régulièrement DEReC. Le taux de soumission de rapports continue de s'améliorer, et les membres sont encouragés à redoubler d'efforts pour faire en sorte que soient présentés tous les rapports achevés par leurs services.

Suite à donner : Les membres qui ne l'ont pas encore fait doivent désigner dans leur service un correspondant Web chargé de transmettre au Secrétariat les rapports achevés, au format PDF et assortis de mots clés.

IV. Efficacité de l'aide multilatérale

a) Le Secrétariat présente un aperçu des travaux en cours du CAD, dont les résultats du rapport annuel sur l'aide multilatérale.

b) L'ACDI, en tant que pilote de l'équipe spéciale chargée d'élaborer une approche de l'évaluation de l'efficacité de l'aide multilatérale, présente une proposition révisée d'approche visant à renforcer l'information sur l'efficacité des organisations multilatérales dans le domaine du développement. L'orateur souligne qu'il sera nécessaire d'affiner cette approche pour faire avancer les travaux et que son expérimentation contribuera à les étayer. Il est signalé aux participants que cette approche s'inspire des travaux réalisés par des organisations multilatérales, des membres du Réseau, et le Réseau MOPAN. Le Secrétariat indique que les travaux sur une approche commune contribueraient aux travaux du CAD sur l'aide multilatérale, thème désigné comme objectif important lors de l'exercice de réflexion du Comité. Plusieurs membres soulignent qu'il importe d'élaborer une approche commune et de progresser tout en tirant les enseignements des évaluations ad hoc réalisées par le passé et du Réseau MOPAN. Au cours de l'échange de vues, des questions sont posées concernant la demande d'évaluations et le rôle des conseils d'administration des organisations multilatérales ; de l'avis général, il convient d'explicitier la finalité et la valeur ajoutée de cette approche. Il est également souligné qu'il est indispensable d'étoffer les informations sur l'approche elle-même, notamment de clarifier les liens avec le Réseau MOPAN, et de fournir des précisions sur la méthodologie et les conséquences sur le plan des coûts. Plusieurs participants soulignent l'importance de mener des travaux en collaboration, au lieu de recourir à des systèmes d'évaluation parallèles.

Suite à donner :

- Sous l'égide de l'ACDI, l'équipe spéciale continuera à travailler pour affiner l'approche.
- L'équipe spéciale expérimentera les méta-évaluations des données fournies par des organisations multilatérales en vue de préciser où se situent les déficits d'information.

c) Les Pays-Bas font le point sur les examens menés par les pairs du Réseau CAD/UNEG sur les fonctions d'évaluation et signalent qu'un examen plus approfondi aura lieu lors d'une réunion à Vienne le 20 avril. Parmi les questions à examiner dans ce cadre figurent le besoin éventuel d'un affinement du cadre, l'exploitation des examens, et les quelques organisations multilatérales qui sont volontaires pour en faire l'objet. La BERD fait le point sur l'examen par les pairs des fonctions d'évaluation du Fonds international de développement agricole (FIDA), premier examen par les pairs mené par l'ECG aujourd'hui en voie d'achèvement.

Suite à donner : L'équipe spéciale dressera le bilan des examens par les pairs en vue de la prochaine réunion.

V. Soutenir le renforcement des capacités d'évaluation

Le DFID et le Secrétariat présentent un projet de bulletin d'information pratique visant à soutenir le renforcement des capacités d'évaluation et proposent de créer une équipe spéciale. Les membres sont invités à fournir des exemples concrets à l'appui des messages du bulletin d'information.

Un groupe de travail est formé, qui regroupe le DFID, l'Irlande, la SADEV (*Swedish Agency for Evaluation Development*), la BAfD, le PNUD et le Secrétariat, en vue de progresser dans l'élaboration d'une approche stratégique commune dans le domaine du renforcement des capacités. Ce groupe étudiera aussi les moyens d'impliquer plus étroitement les acteurs des pays partenaires.

La Suède fait le point sur le projet CLEAR, et l'UNEG fait part des principaux résultats d'un atelier récent.

Suite à donner :

- Le Secrétariat et le DFID diffuseront le projet de bulletin d'information pour de nouveaux commentaires par écrit. Les membres sont invités à faire part d'expériences concrètes ou à formuler des suggestions concernant le projet de bulletin d'information. Le Secrétariat et le DFID finaliseront ensuite le bulletin avant de le publier.
- L'équipe spéciale élaborera une approche stratégique à l'appui du renforcement des capacités d'évaluation. Tous les membres désireux de participer à cette activité sont invités à contacter le DFID.
- Les membres intéressés pourront prendre contact avec la SIDA (*Swedish International Development Cooperation Agency*) ou la Banque mondiale pour de plus amples informations sur le projet CLEAR.

VI. Phase 2 de l'évaluation conjointe de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

Le Secrétariat de l'évaluation de la Déclaration de Paris fait le point sur l'évaluation, indiquant que la majeure partie des fonds nécessaires aux différentes études est réunie et que le restant devrait l'être prochainement. Les travaux se poursuivent conformément au programme, des ateliers régionaux étant prévus au cours des prochains mois.

VII. Élaboration de normes et d'orientations pour l'évaluation

a) Le Secrétariat présente le processus au cours duquel les normes de qualité du CAD en matière d'évaluation du développement ont été finalisées et approuvées. Le Président ouvre ensuite le débat. Les membres s'accordent à reconnaître que les normes sont de grande qualité et qu'elles résultent d'un long

processus d'intenses consultations. La délégation de l'UE annonce au Réseau qu'elle appliquera une interprétation des normes 1.4 et 2.5. S'agissant de la norme 1.4, l'approche partenariale sera envisagée chaque fois que nécessaire et possible. Pour ce qui est de la norme 2.5, on considérera qu'elle appelle une consultation des parties prenantes. Moyennant ces interprétations, l'UE accepte les normes. Il ressort de l'échange de vues que les normes représentent une référence et que, même si tous leurs éléments ne sont pas applicables, elles constituent, de l'avis de tous les membres, un document utile.

Suite à donner : Le Secrétariat publiera le document et enverra aux membres le nombre d'exemplaires demandé.

b) L'Allemagne fait brièvement le point sur le Réseau NONIE, et informe les membres que la prochaine réunion du Réseau aura lieu les 29 et 30 mars à Bonn. Karen Jorgensen, en sa qualité de membre du comité de pilotage de l'Initiative 3ie, informe les membres du Réseau de l'état d'avancement des travaux de l'Initiative et de la tenue de la conférence des membres le 12 février.

Suite à donner : Les membres intéressés indiqueront s'ils prévoient de participer à la prochaine réunion du Réseau NONIE à Berlin les 29 et 30 mars.

c) La Banque mondiale fait le point sur ses travaux relatifs à l'évaluation des partenariats mondiaux et régionaux, en indiquant qu'un manuel comportant des exemples pratiques est en cours d'élaboration et que les commentaires des membres du Réseau seront sollicités avant sa finalisation.

d) La Norvège, la Belgique, les Pays-Bas et le Secrétariat de l'INCAF font brièvement le point sur les évaluations achevées et en cours mettant en œuvre le projet d'Orientations sur l'évaluation des activités de prévention des conflits et de construction de la paix. La Norvège propose de nouveau d'accueillir en fin d'année un atelier sur l'application et l'utilisation des orientations.

Suite à donner : La Norvège assurera la coordination avec la coprésidence de l'INCAF pour les travaux préparatoires à l'atelier de l'automne.

e) Le Secrétariat de l'aide pour le commerce présente un aperçu des travaux, notamment une méta-évaluation dans le domaine des transports et du stockage, sur lesquels collaborent le CAD et le Comité des échanges de l'OCDE. Il est annoncé que des orientations sur l'évaluation de l'aide pour le commerce ne seront pas nécessairement élaborées, l'utilisation d'orientations de portée générale étant encouragée.

Suite à donner :

- Le Secrétariat fera part à la communauté concernée des projets d'évaluations liées à l'aide pour le commerce.
- Les membres sont invités à communiquer au Secrétariat toutes leurs évaluations ou travaux sur l'évaluation des secteurs des transports et du stockage.

f) La Délégation de l'UE présente ses travaux sur les indicateurs de réalisation et d'impact.

g) Les membres qui participent à l'expérimentation de la méthodologie pour l'évaluation du soutien budgétaire rendent compte de l'état d'avancement des différentes évaluations. Les évaluations conduites par la Délégation de l'UE en Tunisie et au Mali sont en cours. L'évaluation menée par les Pays-Bas en Zambie se poursuit, et l'évaluation proposée en Tanzanie a besoin d'un complément de travaux avant de pouvoir être entreprise.

VIII. Autres questions

Cette séance commence par un examen des modalités envisageables pour coordonner les évaluations en Haïti. Il est souligné que les membres doivent s'efforcer de collaborer entre eux, avec l'OCHA et avec l'ALNAP, au lieu de réaliser chacun une évaluation.

Suite à donner :

- Le PNUD prendra contact avec l'OCHA pour étudier les possibilités pour les membres du Réseau de participer à l'évaluation en temps réel des efforts d'aide menés par cet organisme.
- Les membres se coordonneront pour répondre aux exigences de reddition de comptes formulées par les décideurs concernant les secours et l'aide à la reconstruction envoyés en Haïti.
- Le Secrétariat assurera le suivi des échanges de vues d'ordre stratégique au sein des autres organes du CAD et identifiera les possibilités de les faire bénéficier des informations issues de l'évaluation.

Le second sujet abordé traite des modalités permettant de faire progresser l'examen stratégique du rôle du Réseau. Une équipe spéciale est constituée qui est chargée de fournir les premiers éléments de réflexion et de les diffuser pour examen sur la plateforme d'évaluation en ligne.

Suite à donner : Les membres procéderont à un échange de vues sur la future orientation stratégique du Réseau sur la plateforme d'évaluation. Le Président, les Vice-présidents, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse et le Secrétariat fourniront des premiers éléments de réflexion pour lancer la discussion.

Séance informelle de l'après-midi

Au cours de la séance informelle, la Fondation Gates fait un exposé sur le début de ses travaux sur l'évaluation. Parmi les autres sujets abordés figurent l'état d'avancement des évaluations conjointes notamment sur la lutte contre la corruption, la gestion des finances publiques, et la réforme de la gouvernance du secteur public. Le Danemark présente un exemple illustrant les modalités selon lesquelles il fait connaître les évaluations, et le DFID présente son analyse sur les indicateurs de participation et de responsabilité.

Un certain nombre de thèmes envisageables pour des travaux conjoints sont aussi dégagés :

- Droits de l'homme – contact : SADEV
- Évaluation au niveau du pays en Afghanistan – contact : Norvège
- Efforts réalisés dans le cadre d'un programme d'aide aux personnes handicapées – contact : Norvège
- Effets et utilisation des indemnités – contact : Norvège
- Soutien aux systèmes de santé en République démocratique du Congo – contact : Belgique
- Changement climatique – contact : DFID

Suite à donner :

- Les membres fourniront des informations en retour à Lina Payne (l-payne@dfid.gov.uk) sur les indicateurs de participation et de responsabilité.
- Les moyens de renforcer la coordination des évaluations sur la gouvernance seront étudiés par les membres pilotes des évaluations respectives avec l'appui du Secrétariat.

Participants list for DAC Network on Development Evaluation/Liste des participants au Réseau du CAD sur l'évaluation du développement

10/2/2010 - 11/2/2010

Chair

Mr. Nick YORK

*Head
Evaluation Department
Department for International Development (DFID)*

Australia/Australie

Ms. Lyndal MANSON

*Advisor (Development Cooperation)
Permanent Delegation*

Ms. Talia MELIC

*Program Officer
Development Cooperation
Permanent Delegation*

Austria/Autriche

Ms. Karin-Christine KOHLWEG

*Head of Evaluation Unit
Austrian Development Agency - ADA*

Ms. Laurence HENGL

*Evaluation Unit
Austrian Development Agency - ADA*

Mr. Alexander MOLTERER

*Trainee
Permanent Delegation*

Belgium/Belgique

Mme Isabelle WITTOEK

*Attaché de la Coopération
Délégation Permanente*

**Mr. Dominique DE CROMBRUGGHE DE
LOORINGHE**

*Evaluateur Spécial
Evaluation Spéciale Coopération au Développement
SPF Affaires Etrangères*

Canada

Mr. Goberdhan SINGH

*Director General of Evaluation, Evaluation
Directorate
Strategic Policy and Performance Branch (SPPB)
Canadian International Development Agency
(CIDA)*

Mr. Dieudonné MOUAFO

*Evaluation Manager
Strategic Policy and Performance Branch (SPPB)
Canadian International Development Agency
(CIDA)*

Denmark/Danemark

Mr. Frode NEERGAARD

*Deputy Permanent Representative
Permanent Delegation*

Mr. Ole ANDERSEN

*Head of the Evaluation Department
Denmark's Development Assistance (DANIDA)
Ministry of Foreign Affairs*

Ms. Margrethe HOLM ANDERSEN

*Deputy Head
Evaluation Department
Denmark's Development Assistance (DANIDA)
Ministry of Foreign Affairs*

France

Mr. Frédéric BOBAY

*Deputy Head of Unit
Unité d'évaluation des activités de développement
(UEAD)
Direction Générale du Trésor et de la politique
économique
Ministère de l'économie, de l'Industrie et de l'emploi*

Mr. Benoit CHERVALIER

*Head of Unit Evaluation
Direction générale du Trésor et de la Politique
économique (DGTPE)
Ministère de l'économie, de l'Industrie et de l'emploi*

Ms. Ewelina OBLACEWICZ

*Unité d'évaluation des activités de développement
(UEAD)
Direction générale du Trésor et de la Politique
économique (DGTPE)
Ministère de l'économie, de l'Industrie et de l'emploi*

Mr. Jean David NAUDET

*Chef de l'unité d'évaluation et de capitalisation
Agence Française de Développement (AFD)*

Mr. Daniel VOIZOT

*Chef du Pôle de l'évaluation
Direction Générale de la Mondialisation, du
Développement et des Partenariats
Ministère des Affaires Etrangères et Européennes*

Germany/Allemagne

Ms. Michaela ZINTL

*Head of Evaluation and Audit Division
Federal Ministry for Economic Co-operation and
Development (BMZ)*

Pr. Eva TERBERGER

*First Vice President/ Head of Financial
Cooperation Evaluation
Credit Bank for Reconstruction
Entwicklungsbank/ Development Bank (KfW)*

Ms. Katrin VON DER MOSEL

*Evaluation Manager
Evaluation and Audit Division
Federal Ministry for Economic Cooperation and
Development*

Ireland/Irlande

Mr. William CARLOS

*Head of Evaluation and Audit
Department of Foreign Affairs*

Mr. Fintan FARRELLY

*Senior Evaluation Specialist
Evaluation and Audit Unit
Department of Foreign Affairs*

Mr. Niall MORRIS

*Development Officer
Irish Delegation to the OECD*

Italy/Italie

Mr. Stefano NICOLETTI

*First Counsellor, DAC Delegate
Permanent Delegation*

Mr. Giancarlo PALMA

*Evaluation Unit
Department for Development Cooperation
Ministry of Foreign Affairs*

Japan/Japon

Ms. Masumi OWA

*Advisor
Development
Permanent Delegation*

Ms. Akiko HAYASHIDA

*Official
ODA Evaluation and Public Relations Division
International Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs*

Ms. Masumi SHIMAMURA

UFJ Research and Consulting Co.Ltd

Mr. Masami SUGIMOTO

Shinko Overseas Management

Ms. Satoko TANAKA

JICA Headquarters

Ms. Naoko TSUBURAYA

*Representative
JICA*

Korea/ Corée

Mr. Hyunsoo YUN

*First Secretary
Permanent Delegation*

Mr. Jinkyn JEONG

*Counsellor
Permanent Delegation*

Ms. Jaeun PARK

*Deputy Director
International Economic Affairs Bureau
Ministry of Strategy and Finance*

Ms. You-ra KANG

*Manager Evaluation Team,
Economic Development Cooperation Fund
Planning Department*

Ms. EunJu CHA

*Manager
Evaluation Office
Korea International Cooperation Agency*

Mexico/Mexique

Ms. Stephanie FROIMOVICH

*Intern
Permanent Delegation of Mexico to the OECD*

Netherlands/Pays-Bas

Antonie DE KEMP

*Evaluator
Policy and Operations Evaluation Department
Ministry of Foreign Affairs*

Dr. Henri E.J. JORRITSMA

*Deputy Director
Policy and Operations Evaluation Department
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES*

Mr. Ted KLIEST

*Policy & Operations Evaluation Department
Ministry of Foreign Affairs*

Paris Declaration Evaluation

Mr. Niels DABELSTEIN

*Secretariat for the Evaluation of the Paris
Declaration DIIS
Paris Declaration Evaluation*

Norway/Norvège

Mr. Asbjorn EIDHAMMER

*Director
Evaluation Department
Norwegian Agency for Development Cooperation*

Portugal

Mrs. Manuela AFONSO

*Head of Evaluation Division
Portuguese Development Support Institute (IPAD)*

Ms. Ana Paula FERNANDES

*Counsellor
Permanent Delegation*

Spain/Espagne

Ms. Cecilia ROCHA DE LA FUENTE

*Head of Evaluation Division
Directorate General of Development Policy
Planning and Evaluation
State Secretariat of International Cooperation
Ministry of Foreign Affairs and Cooperation*

Mr. Carlos RODRIGUEZ-ARIZA

*Policy Advisor
Directorate General of Development Policy
Planning and Evaluation
State Secretariat of International Cooperation
Ministry of Foreign Affairs and Cooperation*

Sweden/Suède

Ms. Katarina RANGNITT

*Counsellor, Deputy Permanent Representative
Permanent Delegation*

Ms. Anette GROJER

*Head of Evaluation
Swedish Agency for Development Evaluation
(SADEV)*

Ms. Åsa KARLSSON

Ministry for Foreign Affairs

Mr. Joakim MOLANDER

*Director
Department for Evaluation
Swedish International Development Cooperation
Agency (Sida)*

Switzerland/Suisse

M. Gerhard SIEGFRIED

*Head Evaluation and Controlling SDC
Direction du Développement et de la Coopération,
Département fédéral des affaires étrangères*

Ms. Catherine CUDRE-MAUROUX

*Chef suppléante
Evaluation and Controlling
Département fédéral de l'économie DFE
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO*

Mr. Mathias RICKLI

*Controlling and Evaluation
Swiss Development Cooperation*

United Kingdom/Royaume-Uni

Mrs. Elizabeth ROBIN

*Head of Capacity and Quality Evaluation
Department
DFID*

Ms. Helen WEDGWOOD

*Head of Studies
Evaluation Department
DFID*

**Mr. Nick YORK
(See CHAIR)**

*Head
Evaluation Department
Department for International Development (DFID)*

United States/États-Unis

Ms. Lucy TAMLYN

*EEEST Counselor
Permanent Delegation*

Mr. Gerald BRITAN

*Chief
Management Policy, Budget & Performance
US AID*

Mr. Peter DAVIS

*Coordinator
Planning and performance Management
Office of Director of United States
Foreign Assistance, Department of State*

Mr. Jack MOLYNEAUX

*Director
Impact Evaluations, Department of Policy and
International Relations
Millennium Challenge Corporation*

Delegation of the EU

Mr. Michael BERRISFORD

*Chef d'Unité
Audit et Evaluation
European Commission*

Mr. Jean-Louis CHOMEL

*Head, Evaluation Unit
(AIDCO/03)
European Commission*

Mr. Donato DI BARTOLOMEO

*Assistant
Delegation European Union
Permanent Delegation*

Mr. Giovanni MASTROGIACOMO

*Counsellor
Permanent Delegation*

Mr. Cormac QUINN

*Evaluation Unit
(AIDCO/03)
European Commission*

African Development Bank (ADB)/Banque africaine de développement (BAD)

Mr. Colin KIRK

*Director
Operations Evaluation Department (OPEV)
African Development Bank (AfDB)*

M. Mohamed MANAI

*Division Manager, Project and Program
Evaluations
Operations Evaluation Department (OPEV)
African Development Bank (AfDB)*

Asian Development Bank (ADB)/Banque asiatique de développement (ADB)

Ms. Hemamala HETTIGE

*Director
Independent Evaluation Department, Division 2
Asian Development Bank (ADB)*

European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)/Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD)

Mr. Fredrik KORFKER

*Chief Evaluator
Project Evaluation Department
European Bank for Reconstruction and
Development (EBRD)*

Ms. Elena LUKOIANOVA

*Senior Economist, Evaluation Department
European Bank for Reconstruction and
Development (EBRD)*

Mr. Wolfgang GRUBER

*Senior Evaluation Manager
European Bank for Reconstruction and
Development (EBRD)*

UN Development Programme (UNDP)/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Dr. Saraswathi MENON

*Director, Evaluation Office
UNDP*

Dr. Juha UITTO

*Deputy Director
Evaluation Office
UNDP*

World Bank/Banque mondiale

Ms. Daniela GRESSANI

*Senior Advisor and Deputy to Director General
Independent Evaluation Group of The World Bank*

OECD/OCDE

Ms. Karen JORGENSEN

*Head of Division
DCD/PEER
OECD*

Ms. Megan Grace KENNEDY-CHOUANE

*Policy Analyst
Evaluation Network
DCD/PEER
OECD*

Mr. Hans LUNDGREN

*Head of Section
DCD/PEER
OECD*

Ms. Nathalie BIENVENU

*Assistant to Division
DCD/PEER
OECD*

Ms. Anna HELLSTROM

*Administrator
DCD/PEER
OECD*

Ms. Emily BOSCH

*Policy Analyst,
Multilateral Aid, DCD/AAF
OECD*

Other/Autre

Gates Foundation

Ms. Jodi NELSON

*Senior impact Planning and Improvement Officer
Bill and Melinda Gates Foundation*